



Le Fromager

Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues
et Civilisations

Fréquence :

TRIMESTRIELLE

ISSN-L : 3079-8388

ISSN-P : 3079-837X

Editeur :

**UFR/Lettres et Langues de l'Université Alassane
Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)**

WWW.REVUEFROMAGER.NET

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

Directeur de publication

DANHO Yayo Vincent
Maître de Conférences
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Secrétaire de la rédaction

KOUAMÉ Arsène

Web Master

KOUAKOU Kouadio Sanguen
Assistant, Ingénieur en informatique, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Comité scientifique

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
GOMA-THETHET Roal, Maître de conférences, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
Klaus van EICKELS, Professeur titulaire, Université Otto-Friedrich de Bamberg (Allemagne)
KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro
LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I
N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

Comité de rédaction

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny

DJAMALA Kouadio Alexandre Histoire, Assistant, Université Alassane Ouattara

EBA Axel Richard, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara

KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara

KOUAME N’Founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant, Histoire, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d’Ivoire)

KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara

KOUASSI Koffi Sylvain, Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara

MAWA-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

N’SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N’gouabi de Brazzaville

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, philosophie, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d’Ivoire

Comité de lecture

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

DEDE Jean Charles, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

DJAMALA Kouadio Alexandre, Assistant, Université Alassane Ouattara

EBA Axel Richard, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMA-THETHET Roval, Maître de conférences, Université Marien N’Gouabi de Brazzaville

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou

KOUAME N’Founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant, Université Peleforo Gon Coulibaly

KOUASSI Koffi Sylvain, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara

MAWA -Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'Gouabi de Brazzaville

N'GUESSAN Konan Parfait, Maître-Assistant, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara, Bouaké

SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

POLITIQUE ÉDITORIALE

Le Fromager est une revue internationale qui fournit une plateforme aux scientifiques et aux chercheurs du monde entier pour la diffusion des connaissances en sciences humaines et sociales et domaines connexes. Les articles publiés sont en accès libre et, donc, accessibles à toute personne.

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Le Fromager n'accepte que des articles inédits et originaux en français ou en anglais. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

Le manuscrit est remis à deux rapporteurs au moins, choisis en fonction de leur compétence dans la discipline. Le secrétariat de rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le Comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai — d'autant plus long que l'article sera parvenu plus tôt au secrétariat pour remettre la version définitive de son texte.

Les auteurs sont invités à respecter les délais qui leur seront communiqués, sous peine de voir la publication de leurs travaux repoussée au numéro suivant.

1. Structure de l'article

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots maximum], Mots clés [5 mots maximum] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche méthodologique), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots au plus], Mots clés [5 mots au plus] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

2. Longueur de l'article

Quelle que soit la nature de l'article, sa longueur maximale, incluant aussi bien le texte principal que les résumés, les notes et la documentation, doit être comprise **entre 5000 et 8000 mots**.

3. Formats d'enregistrement et d'envoi

Tous les articles doivent nous parvenir obligatoirement en version numérique.

Texte numérique (Word et PDF)

3.1 Traitement de texte

La saisie de l'article doit être effectuée avec traitement de texte Word, obligatoirement en **police Garamond de taille 12, interligne simple (1)**.

La mise en forme (changement de corps, de caractères, normalisation des titres, etc.) est réalisée par l'équipe éditoriale de la revue. Les césures manuelles, le soulignement, le retrait d'alinéa ou de tabulation pour les paragraphes sont proscrits. Une ligne sera sautée pour différencier les paragraphes.

Pour la ponctuation, les normes sont les suivantes : un espace après (.) et (,) ; un espace avant et après (;), (:), (?), et (!). Les signes mathématiques (+, —, etc.) sont précédés et suivis d'un espace.

L'utilisation des guillemets français (« ») doit être privilégiée. Les guillemets anglais (" ") ne doivent apparaître qu'à l'intérieur de citations déjà entre guillemets.

Les chiffres incorporés dans le texte doivent être écrits en toutes lettres jusqu'au nombre cent. Au-delà, ils le seront sous forme de chiffres arabes (101, 102, 103...)

Les siècles doivent être indiqués en chiffres romains (I, II, III, IV, X, XX).

Les appels de note doivent se situer avant la ponctuation.

3.2. Le texte imprimé

Le texte comporte une marge de 2,5 cm sur les quatre bords. L'auteur peut faire apparaître directement les enrichissements typographiques ou avoir recours aux codes suivants : 1 trait : italiques 2 traits : capitales (majuscules) 1 trait ondulé : caractères gras. Le texte sera paginé.

4. Pagination

Le document est paginé de la page de titre aux références bibliographiques. Cette pagination sera continue sans bis, ter, etc.

5. Références bibliographiques

S'assurer que toutes les références bibliographiques indiquées dans le texte, et seulement celles-ci s'y trouvent. Elles doivent être présentées selon les normes suivantes :

5.1. Bibliographie

– Pour un ouvrage :

PICLIN Michel, 2017, *La notion de transcendance : son sens, son évolution*, Paris, Armand Colin.

– Pour un article de périodique :

IGUE Ogunsola, 2010, « Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ? », *Revue internationale de politique de développement*, vol. 1, No. 2, p. 119-138.

– Pour un article dans un ouvrage :

ZARADER Marlène, 1981, « Être et Transcendance Chez Heidegger », in Martin KAPPLER (dir.), *Métaphysique et Morale*, Paris, L'Harmattan, p. x-y.

– Pour une thèse :

OLEH Kam, 2008, « Logiques paysannes, logiques des développeurs et stratégies participatives dans les projets de développements ; l'exemple du projet Bad-Ouest en Côte d'Ivoire », Thèse unique de doctorat, Institut d'Ethnologie, Université Cocody, Côte D'Ivoire.

5.2. Sources

– Pour les sources écrites :

Nom de la structure conservant le document (Centre d'archives), fonds, carton ou dossier, titre du document, année (exemple : GGAEF — 4 (1) D39 : Rapport annuel d'ensemble de la colonie du Gabon, en 1939).

– Pour les sources orales :

Nom(s) et prénom(s) de l'informateur, numéro d'ordre, date et lieu de l'entretien, sa qualité et sa profession, son âge et/ou sa date de naissance.

6. Références et notes

6.1. Appel de référence

Dans le texte, l'appel à la référence bibliographique se fait suivant la méthode du premier élément et de la date, entre parenthèses. En d'autres termes, les références des ouvrages et des articles doivent être placées à l'intérieur du texte en indiquant, entre parenthèses, le nom de l'auteur précédé de l'abréviation de son prénom, l'année et/ou la (les) page(s) consulté(es), suivis de deux points. Exemple : (A. Koffi, 2012 : 54-55).

Si plusieurs références existent dans la même année pour un même auteur, faire suivre la date de a, b, etc., tant dans l'appel que dans la bibliographie : (A. Koffi, 2012a).

À partir de trois auteurs, faire suivre le premier auteur de et *al.* : (K. Arnaud et *al.* 2010). Quand il est fait appel à plusieurs références distinctes, on séparera les différentes références par un point-virgule (;) : (E. Kedar, 1978, 1989 ; E. Zadi, 1990).

6.2. Références aux sources

Les références aux sources (orales ou imprimées) doivent être indiquées en note de bas de page selon une numérotation continue.

6.3. Notes de bas de page

Les explications ou autres développements explicitant le texte doivent être placés en notes de bas de page correspondante (sous la forme : 1, 2, 3, etc.). Ces notes infra-paginales doivent être exceptionnelles et aussi brèves que possible.

6.4. Citations

Le texte peut comporter des citations. Celles-ci doivent être mises en évidence à partir de lignes ; retrait gauche et droite en interligne simple, en italique et entre guillemets.

– Les **citations courtes** (1, 2 ou 3 lignes) doivent être entre guillemets français à l'intérieur des paragraphes en police 12, interligne simple.

– Les **citations longues** (4 lignes et plus) doivent être sans guillemets et hors texte, avec un retrait de 1 cm à gauche et interligne simple.

– Les **Crochets** : Mettre entre crochets [] les lettres ou les mots ajoutés ou changés dans une citation, de même que les points de suspension indiquant la coupure d'un passage [...].

7. Les documents non textuels

7.1 Illustrations

L'ensemble des illustrations, y compris les photographies, doit impérativement accompagner la première expédition de l'article. En plus de chaque original, l'auteur fournira une copie aux dimensions souhaitées pour la publication : pleine page, demi-page, sur une colonne, etc. Au dos seront portés le nom du ou des auteurs, le numéro de la figure, l'indication du haut de l'illustration.

La justification maximale est de 120 mm de largeur sur 200 mm de hauteur pour une illustration pleine page. Les textes portés sur les illustrations seront en Garamond.

7.2 Dessins originaux

Ils seront soit tracés à l'encre de Chine, soit issus de traitement informatique imprimé dans de bonnes conditions. Dans ce dernier cas, on évitera les trames dessinées. Pour les objets lithiques, les croquis dits « schémas diacritiques » gagneront à être accompagnés des dessins traités en hachures valorisantes qui, eux, montrent la morphologie technique.

7.3 Documents photographiques

Les documents doivent être parfaitement nets, contrastés et être fournis sous forme de fichier numérique ; enregistrés pour « PC » (Photoshop ©/niveaux de gris 300 ppi ou bitmap 600 ppi/Tiff/taille de publication dans Illustrator © ou tout autre logiciel de dessin vectoriel/EPS/textes vectorisés).

7.4 Tableaux

La revue n'assure pas la composition des tableaux. Ils devront être remis sous forme de fichiers Acrobat © PDF (print/niveau de gris/taille de publication/300dpi) ou Illustrator © (EPS/niveau de gris/taille de publication/300dpi), respectant la justification et la mise en pages de la revue. Privilégier les fontes Garamond.

7.5 Échelles

Aussi souvent que possible, la représentation grandeur nature sera recherchée. Lorsque la réduction s'impose, l'auteur aura soin de prévoir une échelle de réduction constante pour une même catégorie de vestiges. Pour chaque carte ou plan, l'auteur donnera une échelle graphique, ainsi que la direction du Nord. Pour les objets dessinés ou photographiés, une échelle, si possible constante, accompagnera chaque pièce ou ensemble de pièces.

7.6 Titres des illustrations, photos et tableaux

Toutes les illustrations, toutes les photos et tous les tableaux doivent avoir des titres. Ces titres sont obligatoirement placés en dessous des illustrations, des photos ou des tableaux.

7.7 Légendes

L'auteur accordera un soin particulier à la qualité des légendes. Les illustrations, les photos, les tableaux et leurs légendes constituent souvent le premier contact du lecteur avec l'article. Les légendes doivent être placées en dessous des titres.

7.8 Appels des illustrations, photos et tableaux

Dans le texte, l'auteur doit obligatoirement indiquer l'appel aux illustrations, photos ou tableaux. Cet appel doit être en chiffres arabes : (fig. 1), (tabl. 2), (pl. 3 - fig. 4), etc.

Site internet de LE FROMAGER : <https://revuefromager.net/>
L'équipe éditoriale

SOMMAIRE

Aïkpa Benjamin DIOMAND

Concentration du capital chez Marx et réflexion sur l'écosystème des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries africaines 9-22

Akpolé Koffi Daniel YAO, Rosine Cinthia GAHÉ-GOHOUN

La responsabilité face à la captivité de l'être : enquête sur l'éthique lévinassienne 23-34

Albert DJIDOHOKPIN, LANHA Magloire

Prise en compte de l'approche genre dans la scolarisation des filles au cours secondaire dans le département de l'Atacora en République du Bénin 35-47

Alima NTAINTIE

Appropriation et pérennisation des projets de développement local au Cameroun : entre défis institutionnels et participation citoyenne. Le cas du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans le département du Noun (2004-2024) 48-61

Arsène N'guessan KOUADIO, Pierre Anvo AYEMOU, Arsène Géthème Attoukora KOUADIO

Transition urbaine et polarisation des défis de l'assainissement à l'aide des SIG à Méagui (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire) 62-78

Barnabé Cossi HOUEDIN

Relogement post-dégueerpissement et marginalité urbaine : étude de cas à Abidjan 79-106

Constant Cyrille MAMPOUMA MBERI

Transversalité de la question du beau dans la métaphysique chez Platon 107-122

Datté Anderson KOUADIO, Atsé Calvin YAPI, LemissaYann Kersen KOFFI

Dégradation de la voirie et les pratiques de mobilité urbaine à Toumodi (Côte d'Ivoire) 123-140

Diadjim ZANRE

Le développement de la culture du haricot vert dans la province du Bam au Burkina Faso de 1973 à 1991 : un levier stratégique de lutte contre la pauvreté pour les politiques publiques 141-160

Djofolo DOUMBIA

L'écriture mémorielle de l'acte terroriste dans *Le Lambeau* de Philippe Lançon 161-171

Dougoutigui BAMBA, Kouadio Joseph KRA

La promotion du tourisme à Korhogo : impacts des infrastructures et moyens de transport 172-192

Élise ABENG ZE

Emile Zola et Calixthe Beyala : vers une écriture de la censure et de la reconstruction sociale 193-207

Faya Pascal IFFONO, Aboudou Wabi RADJI, Marie-Thérèse DRAMOU

Ethnomusicologie de la région forestière en République de Guinée : entre adaptation moderne et défi de sauvegarde et de transmission 208-220

Francis Pacôme KOUAKOU

Éducation et sensibilisation dans la lutte contre la schistosomiase urogénitale dans la sous-préfecture de Guessigué (département d'Agboville) dans un contexte de covid-19 221-235

Gomongo Nargawélé SILUÉ, Azo Assiène Samuel LOGBO

L'attention au vivant : essai d'une lecture écostylistique du roman *En compagnie des hommes* de Véronique Tadjo 236-253

Inoussa SAVADOGO

Le développement maraîcher dans le Yatenga, au nord du Burkina Faso : une réponse aux sécheresses de 1970 à nos jours 254-267

Issiaka KONÉ, Zanga Aboudramane TOURÉ

Logiques organisationnelles et impacts de l'absentéisme sur la qualité du service public dans la région de Gbêkê (Côte d'Ivoire) 268-283

Koffi Évariste KOUASSI

Recours aux forces invisibles et sécurisation des biens privés à Abidjan : une analyse de l'efficacité symbolique des dispositifs de protection spirituelle **284-300**

Koffi Mathurin N'GUESSAN

Le miroir fissuré de la certitude : critique du réalisme absolu chez Cournot à la lumière du probabilisme **301-313**

Méndez Carrión Reina Aurora épouse ALKOIRET

L'hostilité dans les relations de couple en Afrique **314-328**

Miadjingarti DINGAMRO, Amane TATOLOUM, Masdewel MOUGA

L'exploitabilité apicole dans le Mandoul : analyse de la productivité et enjeux socioéconomiques de la chaîne de valeur miel **329-351**

Mohamed Beydi SANGARE, Moussa Fadiala BOCOUM

Gestion des déchets solides à Bamako : analyse diagnostique, obstacles et stratégies d'optimisation **352-364**

Moussa Fadiala BOCOUM

Dynamique d'adoption de la mécanisation agricole dans le bassin cotonnier de Koutiala **365-381**

Moussa Fadiala BOCOUM

Expansion agricole et dégradation du couvert végétal, étude de l'office du Niger **382-391**

Narcisse Rostand MIAFO YANOU

Le présent de l'État en Afrique **392-408**

Natalie MADZO, Placide MENGOUA

Pratiques de gestion des ressources humaines et satisfaction des enseignants au travail dans les établissements secondaires publics de Bertoua **409-425**

N'doumy Noël ABE, Madoussou DIABAGATÉ, Zanga Aboudramane TOURÉ

Les parcours thérapeutiques des PVVIH à Bouaké : entre rationalité biomédicale, croyances locales et contraintes socio-sanitaires **426-438**

N'Zué Koffi Arsène GNA

L'adaptation des « avec » en milieu urbain face à l'exclusion bancaire : une analyse socio-économique à Kinshasa (RDC) **439-462**

Rahma HAMIDÉ ABRAS

Méthodes andragogiques, motivation et persévérances des étudiants en Conseiller d'Alphabétisation, d'Education Non Formelle (CAENF) de l'Ecole Normale Supérieure de N'Djaména **463-475**

Rémi Oscar AKA, Amadou TAMBOURA, Sakibou KOULAWELE ALIDOU

Évaluation de l'approche ethnomathématique du jeu awalé dans l'enseignement secondaire en République du Bénin **476-489**

Robert Lorimer ZOUKPÉ

La perméabilité de la frontière Côte d'Ivoire-Burkina-Faso et structuration des groupes armés : cas de Doropo dans la région du Bounkani (nord-est ivoirien) **490-508**

Sadio SIDIBE, Moussa Fadiala BOCOUM

Éthique, sacre et biodiversité : les nouveaux défis africains **509-521**

Tiasvi Yao Raoul AGBAVON, Jean-Baptiste KOFFI

Claude Bernard et Canguilhem : du déterminisme de la normativité à la normativité du déterminisme **522-534**

Gnantin Mathias GAHIÉ, Kapiéfolo Julien KONE, Zahouela Marcelin SIAGBE

Électricité et développement du numérique dans la Sous-préfecture de Tiobli : contraintes énergétiques et dynamiques du développement local **535-550**

Prise en compte de l'approche genre dans la scolarisation des filles au cours secondaire dans le département de l'Atacora en République du Bénin

Albert DJIDOHOKPIN

Doctorant

Institut Régional de l'Enseignement Supérieur et de Recherche en Développement Culturel de Lomé, Togo
albert.djidohokpin@gmail.com

Magloire LANHA

Professeur Titulaire en Sciences économiques à l'Université d'Abomey Calavi, Bénin

Résumé

La prise en compte du genre dans la scolarisation des filles garantit l'égalité des chances et représente un levier de développement local. Elle brise les cycles de pauvreté. Toutefois, sa mise en œuvre se heurte aux divers problèmes. Cette recherche vise à analyser la prise en compte de l'approche genre dans la scolarisation des filles au cours secondaire dans le département de l'Atacora en République du Bénin. Pour y parvenir, nous avons réalisé une recherche basée sur les méthodes quantitatives et qualitatives. L'enquête a concerné un échantillon de 948 personnes. Les résultats révèlent que 97,5 % des répondants reconnaissent l'impact positif de la scolarisation des filles sur le développement local. Cependant, 92,7 % d'entre eux indiquent les barrières économiques, culturelles, géographiques et institutionnelles dont les grossesses et mariages précoces. En outre, les personnes ressources affirment que la prise en compte de l'approche genre dépend de la position sociale des parents, de leur niveau d'instruction et de la qualité de l'institution scolaire. Elle nécessite une synergie entre tous les acteurs de la communauté éducative de la localité. Ces résultats mettent en évidence l'existence de bénéfices significatifs pour valoriser l'approche genre dans la scolarisation des filles.

Mots clés : développement local, économie, tradition, éthique sociale, droit à l'éducation.

Incorporating a Gender Perspective into Girls' Secondary School Enrollment in the Atacora Department of the Republic of Benin

Abstract

Taking gender into account in girls' education ensures equal opportunities and serves as a catalyst for local development. It breaks the cycles of poverty. However, its implementation faces various challenges. This study aims to analyze the integration of a gender-sensitive approach into girls' secondary education in the Atacora Department of the Republic of Benin. To achieve this, we conducted research using both quantitative and qualitative methods. The survey involved a sample of 948 respondents. The results reveal that 97.5% of respondents recognize the positive impact of girls' education on local development. However, 92.7% point to economic, cultural, early pregnancy and marriage, geographical, and institutional barriers. Furthermore, key informants state that the adoption of a gender-based approach depends on parents' social status, their level of education, and the quality of the school. It requires synergy among all stakeholders in the local educational community. These results highlight the significant benefits of promoting a gender-sensitive approach to girls' education.

Keywords : local development, economy, tradition, social ethics, right to education.

Introduction

L'éducation reste un droit fondamental et demeure un levier essentiel du développement socio-économique. Elle constitue un levier fondamental du développement humain durable puisqu'elle permet l'autonomisation des individus, la rééducation des inégalités et l'amélioration des conditions de vie. Celle-ci reste un cycle complet d'enseignement pour les enfants du primaire et du secondaire de façon gratuite, équitable, de qualité, pour garçons et filles... selon le quatrième objectif du développement durable (ODD4), notamment dans ses cibles 4.1 et 4.3. L'éducation continue d'occuper une place de choix dans les débats et politiques de développement des pays africains de l'Afrique Occidentale et qui veulent même en faire l'une des conditions de leur émergence.

C'est pourquoi, l'accès à l'enseignement secondaire demeure un défi majeur en Afrique subsaharienne, particulièrement pour les filles vivant dans les zones reculées (M. Kouaro, 2023). La scolarisation des filles est un investissement fondamental pour le développement. Elle brise le cycle de la pauvreté, retarde les mariages précoces, améliore la santé maternelle et infantile, et booste la croissance économique locale. De plus, elle favorise la paix et garantit l'égalité des genres au sein de la société (M.M. Dahouènon, 2022). Ainsi, l'intégration de l'approche genre dans les politiques éducatives reste et demeure un levier qui permet de corriger les disparités scolaires historiques. Elle contribue à transformer l'école en un espace égalitaire, sécurisé et inclusif sans distinction de sexe.

Dès lors, le droit à l'éducation est indispensable pour tous, quels que soient le sexe et l'âge. A ce titre, celui-ci est inscrit dans la Constitution de 1990 au Bénin et au quatrième Objectif du Développement Durable : « *assurer l'éducation de qualité pour tous* ». Aussi, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples en son article 17 alinéas 1 stipule-t-elle que « *toute personne a droit à l'éducation* ». L'éducation constitue une étape capitale dans la vie de tout être humain dans le processus de son développement. L'éducation, dans sa globalité est une priorité pour tous les pays du monde. Aujourd'hui, les efforts considérables déployés pour garantir ce droit est soldé par l'échec. La réalité est telle que plus de 100 millions d'enfants et d'innombrables adultes n'achèvent pas le cycle éducatif de base qu'ils ont entamé ; des millions d'autres le poursuivent jusqu'à son terme sans acquérir le niveau de connaissances et de compétences indispensables (UNESCO, 2020). Au Bénin, bien que les effectifs du primaire affichent une nette progression, le passage vers le cycle secondaire subit un taux d'érosion alarmant en milieu rural septentrional. L'Atacora, un département du Nord-Bénin, cible de cette recherche, fait face à des défis structurels profonds.

L'approche genre s'impose dès lors comme un cadre d'analyse incontournable pour repenser la scolarisation des filles au collège. Cette dernière demeure un défi majeur. Malgré les efforts du gouvernement et de diverses organisations, les inégalités d'accès à l'éducation entre filles et garçons persistent, freinées par des pesanteurs socioculturelles, économiques et structurelles. De plus, dans ledit département, ces pesanteurs exercent une pression constante sur les collégiennes. Le mariage des enfants et les grossesses précoces brisent de nombreuses trajectoires scolaires. Les stéréotypes traditionnels assignent prioritairement ollégiennes aux travaux domestiques et aux corvées d'eau, sapant son temps d'étude disponible.

Face à la pauvreté, les familles opèrent souvent un arbitrage économique défavorable à la scolarisation des filles, privilégiant l'investissement éducatif sur les garçons. A cela s'ajoute l'insécurité liée aux longs trajets à pied expose les collégiens à des violences basées sur le genre, incitant les parents à retirer précocement leurs filles de l'école. Dans ce département principalement agro-pastoral, les réalités socioéconomiques et les normes traditionnelles influencent profondément les décisions familiales en matière de la scolarisation des filles. Le mariage précoce, la préférence accordée à l'éducation des garçons, la pauvreté des ménages et le manque d'infrastructures scolaires adaptées sont autant de facteurs qui limitent la scolarisation et le maintien des filles à l'école (B. Gastineau, J. Gnele et S. Michozounnou, 2012).

Or, la prise en compte du genre dans la scolarisation des filles est au cœur des objectifs de l'éducation pour tous. Dans le monde, les filles ont moins accès à l'école que les garçons. En effet, les filles sont confrontées à des obstacles particuliers tout au long de leur scolarité : les couts de scolarisation, les mariages précoces, les conditions de sécurité notamment dans les transports, les violences sexuelles sont des facteurs qui expliquent la déscolarisation des jeunes filles et l'abandon scolaire. Plus largement, l'éducation des filles se heurte encore à l'inégalité liée au genre, inhérente à des sociétés qui assignent des rôles sociaux différenciés aux femmes et aux hommes. Trop souvent encore, elles sont confrontées aux préjugés qui les empêchent d'accéder aux mêmes opportunités que les hommes.

Il y avait longtemps, dans le grand élan en faveur de l'éducation pour tous, le monde s'est engagé à soutenir les filles, la plus forte population exclue de l'éducation de base. On est bien plus conscient aujourd'hui de la nécessité de la scolarisation des filles, cela grâce en partie aux communautés qui ont défendu cette cause à travers les organisations internationales. Nonobstant leur effort, dans l'enseignement secondaire au Bénin et notamment dans le département de l'Atacora, il est constaté que filles et garçons ont un vécu très différent de l'école. L'école laisse agir dans ses murs les mécanismes sociaux de genre tels qu'ils existent dans la société par une multitude

de mécanismes quotidiens, parfois très fins, en général inconscients. Dans ce département, l'école est encore une fabrique d'inégalités de genre.

Dans ce contexte, au plan quantitatif, les taux de scolarisation ont progressé il n'est pas évident que l'égalité entre les genres progresse d'autant. Certes, les filles ont de plus en plus accès à l'école mais elles ne sont pas traitées de la même manière que les garçons et l'école conforte certains stéréotypes et donc certaines inégalités entre les filles et les garçons (Administration scolaire départementale, 2025). A cet effet, les problèmes d'intégration de l'approche genre dans les politiques éducatives sont multiples et multiformes. Ils sont d'ordre politique, infrastructurel, économique, socioculturel, etc. Les conséquences de ces manquements sont graves pour l'édification d'une population qui aspire à un mieux-être (M.M. Dahouènon, 2020a). C'est la raison pour laquelle, cette recherche questionne l'analyse de la prise en compte de l'approche genre dans la scolarisation des filles au cours secondaire dans le département de l'Atacora en République du Bénin.

1. Contextualisation des pesanteurs spécifiques à l'approche genre dans la scolarisation des filles

La scolarisation des enfants à l'école est un pivot stratégique au bien-être et à l'épanouissement. A l'école primaire, la scolarisation des enfants est le point de départ de l'acquisition de bonnes aptitudes au calcul, à la lecture et à l'écriture, qui jouent un rôle critique dans le développement des compétences scientifiques et logiques (ONU, 2012). Et, l'enseignement secondaire existe lorsque le primaire tend à être de meilleure qualité et à toucher davantage des enfants (UNICEF, 2011). De ce fait, l'éducation reste le moteur de croissance économique qui conditionne la modification des comportements sociaux et des modes de production source, de productivité et de compétitivité.

Par ailleurs, la scolarisation des enfants rend les populations moins vulnérables et favorise leur participation au développement, l'exercice de la citoyenneté et la bonne gouvernance. Elle est un droit fondamental de la personne humaine inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme comme dans la convention sur les droits de l'enfant. Elle permet de lutter contre la perpétuation de la discrimination entre les sexes et présente des effets positifs incontestables sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la démographie, l'hygiène et l'état sanitaire. Elle est une condition du développement durable (L. Houssou, 2007). C'est pourquoi, la réduction des inégalités de genre à l'école est une priorité nationale, régionale et internationale.

La prise en compte du genre dans la scolarisation garantit l'égalité des chances entre filles et garçons. En milieu rural, cela implique de lever les obstacles spécifiques (mariages précoces, travaux domestiques, éloignement) pour maintenir les filles au secondaire.

Pour ce faire, au Bénin, il en résulte que bien des inégalités entre hommes et femmes persistent encore dans beaucoup de secteurs et domaines d'activités. Pour y remédier le Gouvernement a décidé de se doter d'une Politique Nationale de Promotion du Genre (PNPG) en 2009 afin de corriger les déséquilibres des rapports de genre. Elle sert de cadre référentiel aux stratégies ou actions destinées à réduire, voire éliminer les disparités entre les hommes et les femmes d'ici 2025 (Institut National de la Statistique et de la Démographie, 2022). Ainsi, la scolarisation des filles au collège est un potentiel contribuant à la fois au développement économique et à la cohésion sociale, ainsi qu'à opérer des changements intergénérationnels qui transformeront la vie des enfants et de la société dans son ensemble.

En parachevant leur éducation, les collégiennes deviennent des professionnelles qualifiées, sont moins soumises au mariage d'enfants et participeront aux processus de décision à tous les niveaux. Elles deviennent des citoyennes actives et des mères formées et compétentes (UNICEF, 2023). Au Bénin comme ailleurs, le potentiel d'une fille se développe grâce à une éducation de qualité. Si chaque collégienne au Bénin terminait le second cycle, elle est mieux protégée contre la violence sexuelle, le mariage d'enfants et les grossesses précoces et serait également moins confrontée aux violences conjugales. Cette dernière est en meilleure santé, ainsi que sa future famille. Il y a ainsi réduction de la morbidité et de la mortalité. Ces filles participent également plus activement à la prise de décision et à la vie civique (L. Gouda, 2011).

Mais en dépit des efforts, la mise en œuvre de l'approche genre dans la scolarisation des filles pour garantir l'accès universel à l'éducation se heurte à des dynamiques structurelles. La scolarisation des filles demeure un défi dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Togo, Niger, etc.), et particulièrement dans le Nord-Bénin. Si le cadre juridique béninois soutient l'égalité des chances à l'école, les réalités culturelles, sociales et économiques continuent d'entraver l'effectivité de ce droit pour les filles. En milieu rural, notamment à Natitingou les filles sont confrontées à des pratiques socioculturelles qui favorisent l'assignation précoce à des rôles domestiques ou au mariage, au détriment de leur scolarisation.

De même, l'intégration de l'approche genre révèle que ces inégalités ne sont pas fortuites. Elles résultent de pesanteurs, interconnectées et ancrées dans des réalités locales ainsi que des barrières qui freinent la prise en compte de l'approche genre dans la scolarisation des filles dans l'Atacora. Ceci traduit bien comment les stéréotypes de genre (tout ce qui est de l'ordre du soin, du

rangement, du propre est féminin et aux hommes tout ce qui est de l'ordre de l'autorité, de la discipline) organisent le fonctionnement de l'école et influencent les interactions entre les enseignants et les apprenants mais aussi la perception des apprenants d'eux-mêmes.

Ces barrières sont souvent enracinées dans des représentations traditionnelles du genre qui valorisent davantage l'éducation des garçons, perçue comme un investissement rentable, tandis que celle des filles est souvent jugée secondaire. A cela s'ajoutent des facteurs comme la pauvreté, les longues distances à parcourir pour rejoindre l'école, le manque d'infrastructures adéquates (latrines, sécurité) et la surcharge domestique. Or, pour améliorer durablement la scolarisation des filles, il reste nécessaire de comprendre comment ces réalités socioculturelles influencent concrètement leurs trajectoires scolaires. En effet, sans une lecture fine des dynamiques locales, les projets éducatifs risquent de reproduire les inégalités au lieu de les corriger.

Au Bénin, entre 2008 et 2012, le Taux Brut de Scolarisation des filles au primaire par rapport aux garçons était de 87,5%, et celui de la scolarisation des filles au secondaire par rapport aux garçons dans la même période était de 60,2%. En ce qui concerne la fréquentation effective de l'école, le taux de participation effective à l'école primaire était de 68,1% pour les filles contre 72,1 pour les garçons (UNICEF, 2012). Précisément, dans l'Atacora, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) au secondaire des filles s'écroule à 27,1 % contre 38,3 % pour les garçons, affiche un taux d'abandon scolaire de 22,3 % et plus de 1120 grossesses précoces et non désirées (UNESCO, 2022). Ces statistiques montrent de réelles difficultés en ce qui concerne la scolarisation et le maintien durable des filles à l'école béninoise et singulièrement en milieu rural, cible de cette recherche. Cette situation suscite la question centrale : dans quelle mesure la prise en compte de l'approche genre à l'école peut-elle influencer la scolarisation des filles au cours secondaire dans le département de l'Atacora en République du Bénin.

2. Approche méthodologique

Cette recherche est réalisée dans le département de l'Atacora. Ledit département est une partie septentrionale à l'extrême Ouest du Bénin et comptant neuf communes dont celle de Natitingou (Chef-lieu du Département), Kérou, Kouandé, Péhunco, Cobly, Boukombé, Matéri, Toucountouna, Tanguiéta et regroupe 384 villages. Il est limité au Nord par la République du Burkina-Faso, au Sud par le département de la Donga, à l'Est par les départements de l'Alibori et du Borgou et enfin à l'Ouest par la République du Togo (INSTaD, 2023). Ce département compte au total 13 079 inscrits dans les collèges d'enseignement général parmi lesquels, nous identifions 8 638 garçons et 4 441 filles (Administration scolaire, 2024) répartis dans chaque collège. La population cible de cette recherche est composée de toutes les catégories d'acteurs et usagers qui

fréquentent et interviennent dans tous les collèges du département de l'Atacora. Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une approche quantitative et qualitative qui permet de décrire et d'expliquer, les pesanteurs qui endiguent la scolarisation des filles et leur maintien au collège. Elle combine les outils d'investigation tels que le questionnaire et les entretiens semi-directifs auprès de 21 enseignants, 888 collégiennes, 23 parents d'élèves et 16 personnes-ressources (directeurs, censeurs et surveillants) sur la base du volontariat.

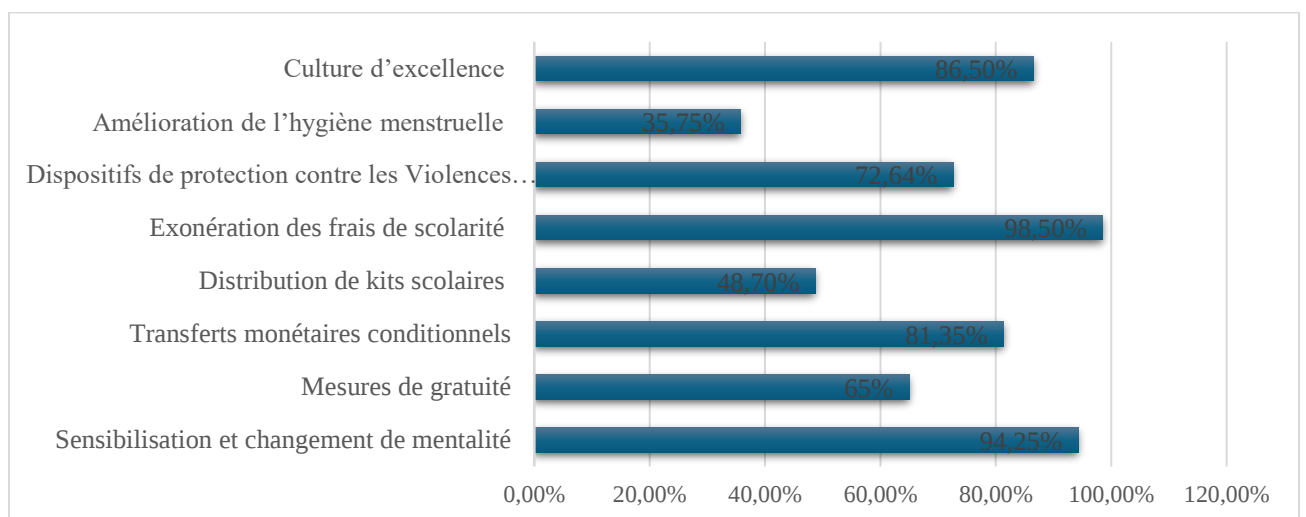
La taille de l'échantillon des filles à enquêter dans ce complexe est calculée à partir de la formule 20% de Javeau qui précise que « *l'échantillon peut présenter 20% ou plus de population mère, soit un cinquième* » (C. Javeau, 1982, p.46). En appliquant cette formule, nous avons utilisé plus de 20% pour le choix des filles à cause de leur nombre. Les collégiennes sont choisies de manière aléatoire stratifiée à partir des listes disponibles dans la direction départementale ainsi que sur une base du volontariat. Au total, 948 personnes sont enquêtées. Tout ceci a permis d'aborder l'analyse des résultats.

3. Analyse et discussion des résultats

Dans ce volet, nous analysons et discutons les résultats obtenus en fonction des données collectées sur le terrain.

3.1. Typologie des facteurs motivant la scolarisation des filles au secondaire

Globalement, il ressort que les personnes enquêtées se sont prononcées positivement sur les types de facteurs qui motivent la scolarisation des filles comme l'indique le graphique présente ci-après :



Graphique n° 1 : Répartition des personnes enquêtées en fonction des types de facteurs de motivation de la scolarisation des filles

A la lecture de ce graphique, il ressort que la motivation à scolariser les filles au secondaires dépend de dynamiques individuelles, sociologiques, religieuses, familiales, socio-économiques, etc. Plus spécifiquement, certaines personnes enquêtées montrent que : *« nous ne pouvons pas assurer la scolarisation des filles sans prendre en compte des facteurs liés aux mesures de gratuité pour faciliter les apprenantes issues des couches défavorisées à faire face aux difficultés scolaires. Nous sommes d'un milieu d'éducation rouge. Il faut nous exonérer des frais de scolarité »*. Pour certaines personnes : *« les plupart des parents ont une perception négation de la scolarisation des filles au collège. Ces derniers encouragent plus les garçons dans leur scolarisation avec le peu de moyens économiques »*.

Ce résultat entérine avec les travaux de F. Barrera-Osorio et *al.* (2009) lorsqu'ils montrent que les familles vivant dans la pauvreté sont moins susceptibles d'envoyer leurs filles à l'école, en raison des coûts directs et indirects associés à l'éducation (frais de scolarité, uniformes, fournitures, transport, etc.). D'autres disent encore : *« nos filles ne sont pas en sécurité au collège. Les enseignants enceintent généralement nos filles surtout que nous ne connaissons rien de l'école. Nous n'avons jamais fréquenté »*. Ainsi, comme le souligne une personne ressource : *« les vrais facteurs qui motivent la scolarisation des filles, ce sont l'économie et surtout la religion qui est perçue comme un lieu de mixité non contrôlé, est alors redoutée »*. Cette récente et fulgurante progression a concerné les filles des garants de la tradition issues parents non scolarisés (97,25%).

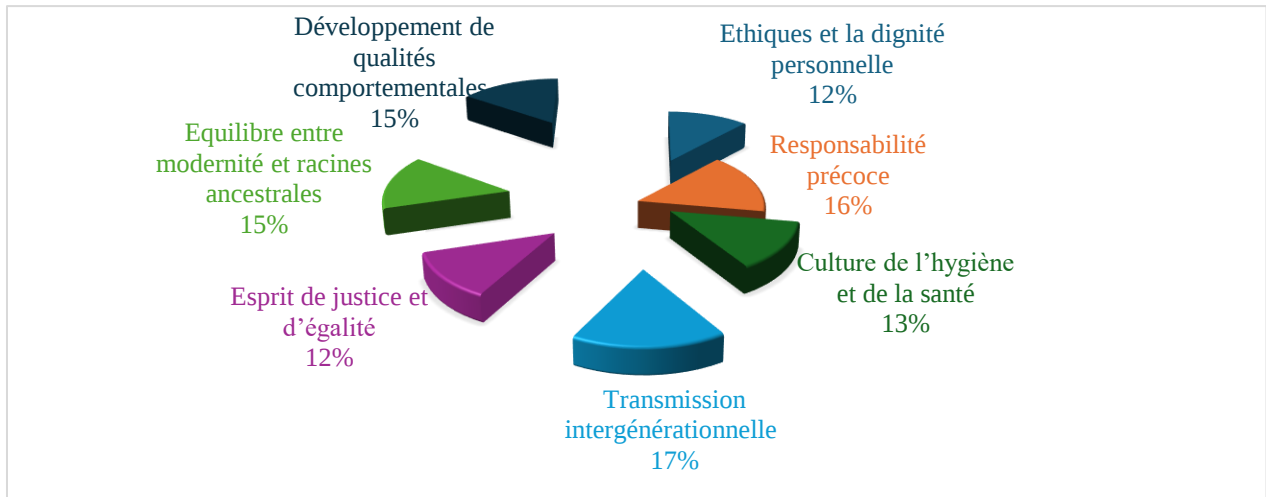
C'est ce que révèlent nos données de terrain combinées à celles recueillies par Archambault, 2011 ; Bishop, 2006 et aux statistiques produites à l'échelle départementale et des constats dans les écoles. Dans l'Atacora comme ailleurs, les filles en dehors de l'école sont le plus souvent issues de familles pauvres et de minorités ethniques marginalisées à divers égards, et constituent un groupe cible des politiques éducatives visant par là même une plus grande égalité entre les sexes (N. Bonini, 2018b). Un sage souligne que : *« les normes patriarcales dans le département de l'Atacora privilégient les garçons dans l'accès à l'éducation »*. Les filles sont souvent perçues comme responsables des tâches domestiques et de l'entretien du foyer, ce qui les empêche de se rendre à l'école (R. Heath et S. Jayachandran, 2016). Comme le souligne les mères des familles interviewées :

Sans éducation on ne peut rien. Nous les femmes qui ne sommes pas allées à l'école nous sommes ignorantes et nous ne pouvons que regarder nos bêtes mourir. Si nos filles vont au collège, elles pourront se débrouiller dans la vie et pourront trouver un emploi. Elles pourront ainsi nous aider financièrement pour acheter du maïs, du sucre, des médicaments.

On peut dire que des facteurs de motivation dans le contexte spécifique de l'Atacora montre que la scolarisation des filles au secondaire ne relève pas du hasard. Elle résulte de leviers institutionnels, socioculturel, économiques, communautaires adaptés aux réalités des populations.

3.2. Vertus éducatives et scolarisation des filles du département de l'Atacora

Généralement, il relève que la plupart des personnes enquêtées affirment que de nombreuses vertus sont liées à la scolarisation des filles puisque cette dernière est un levier de développement local. Les tendances statistiques sont présentées dans le graphique ci-après :



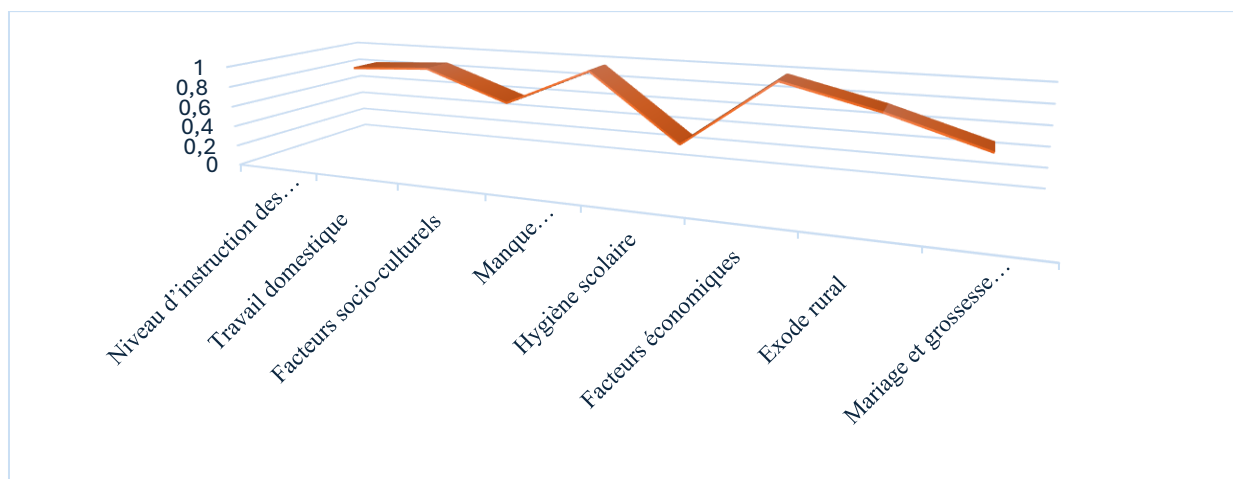
Graphique n° 2 : Répartition des personnes en quêtes en fonction des vertus éducatives issues de la scolarisation des filles

Le graphique relève que la scolarisation des filles a un effet positif sur le développement local. En effet, les personnes enquêtées affirment qu' : « elle brise le cycle de la pauvreté intergénérationnelle en réduisant les mariages précoces, améliore la santé familiale, et stimule l'économie ». De même, la plupart des personnes enquêtées affirment que les vertus éducatives façonnent le parcours des filles de l'Atacora à travers les dimensions liées à la transmission intergénérationnelle, à l'éthiques et la dignité personnelle des filles et contribuent au développement de qualités comportementales puis à l'équilibre entre modernité et racines ancestrales; etc. Certaines personnes enquêtées montrent que : « la scolarisation de nos filles ont changé la position sociale de certaines communes ou quartier de notre département. Nos filles scolarisées développent facilement un sens de responsabilité précoce et ont une culture de l'hygiène et de la santé ». Dès lors, l'augmentation et la diffusion du savoir transforme le monde. Aujourd'hui vivre en marge des connaissances dont l'extension est l'un des traits marquant des sociétés contemporaines c'est être privé d'un capital qui n'est pas seulement scientifique mais social (F. Mandiaye, 2022).

Nous retenons que l'éducation est l'un des facteurs clefs du développement. C'est un puissant vecteur de changement aussi bien au niveau du département de l'Atacora qu'au niveau des filles scolarisées. En tant que droit des citoyens, l'éducation est un moyen incontournable pour atteindre les objectifs du développement local, d'où son importance pour tous les sexes.

3.3. Pesanteurs d'analyse des freins de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire

De façon globale, les personnes enquêtées affirment que la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire est freinée par des obstacles interdépendants (98,25%), comme l'indique le graphique ci-dessous.



Graphique n° 3 : Répartition des personnes en quêtes en fonction des freins de la scolarisation des filles

A la lecture de ce graphique, les résultats montrent que les facteurs qui freinent la scolarisation des filles sont déterminés par la pauvreté des ménages, les mariages et grossesses précoces, les lourdes charges domestiques, ainsi que le manque d'infrastructures d'hygiène menstruelle adaptées, qui aggravent le taux d'abandon, etc.

Pour cela, certaines personnes enquêtées disent en ces termes : « *Euh ! un développement local n'est jamais discriminatoire ni exclusif. Un vrai développement induit la scolarisation de tous les enfants (filles/garçon). Mais, c'est le contraire, nous constatons dans l'Atacora* ». D'autres disent encore que : « *crise socio-économique ainsi que les cultures, les dignitaires religieux et sages sont les acteurs qui n'accordent pas du tout de l'importance à la scolarisation des filles* ». Certaines personnes enquêtées disent en ces termes que : « *Les sages sont souvent des personnes en âge avancé et ne sont pas scolarisés, ce qui fait qu'ils ne tiennent pas d'importance à la scolarisation des filles. Pour eux, la fille doit rester à la maison pour les travaux domestiques, pour le petit commerce ou être envoyée dans les couvents pour être adepte des vaudous* ». C'est pourquoi, P. Bouchard et J-C. ST-Amant (1996) s'accordent pour admettre que l'environnement scolaire est plutôt hostile aux enfants des milieux défavorisés.

Plus loin, M. Brossard (1972b) montre que l'école réduit les inégalités sociales en permettant aux individus issus des milieux défavorisés de se hisser à une catégorie sociale plus élevée. En conclusion, certaines personnes ressources entérinent que: « *la scolarisation des filles est déterminée par*

la capacité intellectuelle mais par d'autres facteurs relatifs à l'appartenance à certaines classes sociales qui reproduisent l'ordre établi ».

On peut dire que les variables relevant de l'origine familiale comme les paramètres linguistiques, le niveau d'éducation des parents, le revenu de la famille, l'encouragement et l'implication des parents aux activités scolaires, leurs intérêts et aspirations entravent en grande partie la scolarisation des filles et freinent le développement local du département de l'Atacora.

Conclusion et perspectives

La présente recherche qui porte sur la prise en compte de l'approche genre dans la scolarisation des filles au cours secondaire, s'inscrit dans la dynamique visant à comprendre le rôle crucial d'une école inclusive sans distinction de sexe dans le développement local. Partant du constat que l'inclusion de l'approche genre attestent de l'importance de la scolarisation des filles est un levier de développement local, humain et économique majeur permettant de briser les cycles de pauvreté leur maintien la cohésion, de la considération des apprenants et de la sécurité physique et affective.

Il ressort de cette recherche que la mise en évidence de l'importance de la prise en compte du genre et le développement par le biais de la scolarisation des filles au collège contribuent, entre autres, à leur bien-être. Ainsi, la recherche révèle que la déscolarisation des filles est un phénomène qui prend de l'ampleur dans les milieux paysans en zone rurale. Quelques facteurs sociaux basés sur les principes du mode de vie communautaire des sociétés paysannes de l'Atacora ont fait l'objet d'une analyse approfondie. Cela a permis d'établir des liens entre ces facteurs sociaux et la déperdition scolaire des filles au secondaire. Il ressort ainsi que le poids des traditions culturelles influe sur les comportements quotidiens des membres de la société et crée dans les mentalités des représentations sociales au nombre desquelles, ont été évoquées celles liées à l'éducation scolaire des filles au collège.

En effet, la présente recherche relate comment les activités de survie des ménages priment sur la scolarisation des enfants et particulièrement celle des filles. Ces dernières sont perçues à partir d'un certain âge comme n'ayant plus leur place à l'école. Aussi, la communauté se représente cette école comme étant devenue chère, inadaptée aux réalités locales et ne répondant plus aux attentes classiques de pourvoyeuse d'emploi certain. Ainsi, les filles sont retirées de l'école avant la fin de leur cycle secondaire pour servir dans les activités de production, de reproduction et communautaires. De plus, au regard de la situation vécue par les personnes enquêtées, les perspectives d'actions du développement local ont été proposées. Pour ce faire, généralement, il est urgent d'organiser de sessions d'information impliquant les chefs traditionnels, religieux et les

parents pour montrer les bénéfices de la scolarisation des filles (amélioration des conditions de vie, autonomisation économique, etc.).

De même, il est nécessaire que les infrastructures adaptées soient mises en place avec pour objectif la construction de latrines séparées pour les filles, fourniture de kits d'hygiène menstruelle et mise en place d'espaces sécurisés dans les écoles. Mieux, il est indispensable qu'une place soit donnée aux programmes de bourses pour les filles afin d'encourager leur maintien à l'école ainsi qu'une promotion de services communautaires afin de réduire la charge de travail des filles à la maison. Aussi, faut-il qu'une réduction du mariage précoce et protection des filles, un renforcement du personnel enseignant et pédagogie adaptée, etc. En clair, prendre en compte l'approche genre dans l'accès à l'éducation pour les filles du département de l'Atacora est un impératif non seulement pour l'autonomisation des filles, mais aussi pour le développement local et économique de tout le pays.

Références bibliographiques

ABAKAR Mahamat Hassaballah, WAIDOU Esaie Yallah et NEMSOU Farsia Kormé, 2025, « *La scolarisation des filles en milieu rural dans le département de Fitri* ». Université de N'Djaména. Revue ACAREF.

BONINI Nancy, 1998, « *Les filles masai et l'école. Une brève rencontre sans grandes conséquences* » in : LANGE Marie-France (éd.). *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*. Paris, Éditions Karthala, pp. 97-119.

BOUCHARD Pierre et ST-AMANT Jean Claude, 1996, *Garçons et filles, stéréotypes et réussite scolaire*. Montréal : Editions du Remue-ménage.

BROSSARD Michel, 1972, *Égalité des chances et Institution Scolaire*. La Pensée, n° 165.

DAHOUENON Mauricette Martine, 2018, « *Accès et maintien des filles à l'école dans la commune d'Abomey* ». Mémoire de maîtrise en Sciences de l'Education et de la Formation. Université d'Abomey-Calavi (UAC) au Bénin.

ESSÈ Daihatsu, 2009, *L'influence de la culture sur le développement de l'Afrique noire*, l'Harmattan, Paris.

GASTINEAU Bénédicte, GNELE Josette et MICHOSOUNNOU Saturnine, 2012, *Scolarisation et genre au Bénin Des pratiques de genre dans les écoles primaires à Cotonou. Communication au colloque de l'AIDEFL*. Ouagadougou.

GOUDA Latifath, 2011, « *Déterminants socioéconomiques de l'échec scolaire des collégiennes de la ville de Tchaourou* ». Mémoire de fin de formation à l'ESAS. Université d'Abomey-Calavi. Bénin.

HEATH Rachel et JAYACHANDRAN Seema, 2016, « *The Causes and Consequences of Increased Female Education and Labor Force Participation* ». in *Developing Countries, Annual Review of Economics*. pp: 79-101.

HOUSOU Leonce, 2007, *La scolarisation des filles en marche*. In *Fraternité*, n°6 pp. 4-5. 255.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (2008). *Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2007*. Rapport Principal ECAM3.

MANDIAYE Fall, 2022, « *Pratiques rituelles et sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans le Kajoor (Séné gal) : évolution historique, défis et perspectives* ». Histoire. Thèse de doctorat unique, Université de La Rochelle. Français.

ONU (2012). *Rapport sur les OMD 2012, Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*.

UNICEF Bénin (2024). *Education des filles*. EdiCarto UNICEF Bénin

World Bank. (2014). *Education for All 2015: Global Monitoring Report*. Washington, D.C. World Bank.